



POUR LE PAIN, LA PAIX ET LA LIBERTÉ PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN

Le résultat des élections européennes a mis le président Macron en difficulté, il veut s'appuyer sur le RN et l'extrême droite pour continuer à mener sa politique réactionnaire au service des plus riches.

L'extrême droite n'a jamais montré de divergence de fond avec le camp présidentiel, et n'a jamais défendu les droits sociaux des travailleurs.

Contrairement au discours qu'il s'est construit depuis des années, le Rassemblement National est un parti défendant les intérêts du patronat, qui s'oppose aux grèves et aux revendications des travailleurs. Partout l'extrême droite vote et agit contre les intérêts du monde du travail. A l'Assemblée nationale, ces députés votent contre l'augmentation du SMIC, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre le blocage des prix sur les produits de premières nécessités, contre la revalorisation des petites retraites... mais le RN sait voter pour le patronat en limitant le droit des travailleurs précaires aux élections professionnelles, vote pour la fin de l'allocation chômage après abandon de poste et vote pour la fin des impôts de production des entreprises. Le RN, c'est aussi la préférence nationale, c'est-à-dire l'instauration d'un régime d'apartheid social vis-à-vis des travailleurs étrangers, en leur interdisant l'accès au logement, à l'emploi, aux aides sociales voire à la santé. Macron n'est pas et ne sera jamais le rempart contre l'extrême droite et l'extrême droite n'est pas l'opposition à ce dernier mais sa continuité. Le président au service des riches n'a cessé d'appauvrir les travailleurs, de réprimer violemment les mouvements sociaux et de stigmatiser une partie de la population et d'instaurer un climat raciste. En cela, il a largement contribué à la montée de l'extrême droite. Les uns et les autres se positionnent au service du capital et mènent une guerre globale contre les salariés, les privés d'emploi, les jeunes et les retraités.

Pour battre Macron, l'extrême droite et toutes les forces réactionnaires, faisons du front populaire l'outil des travailleurs pour imposer le progrès social et des politiques en rupture avec celles du Capital. Pour cela nous voulons entre autres :

1. L'augmentation du SMIC à 2 000 Euros. Pas de pensions en dessous du SMIC et augmentation des salaires. Egalité effective Hommes / Femmes.
2. La retraite à 60 ans avec 37.5 annuités, 55 ans pour les métiers pénibles.
3. La réduction du temps de travail 32 heures hebdo.
4. L'instauration de l'impôt sur les grandes fortunes.

5. La sécurité sociale intégrale pour un remboursement des frais médicaux et hospitaliers garanti à 100 %. Abrogation des réformes de l'assurance chômage.
6. La réappropriation des grands secteurs industriels pour financer la politique de transition écologique et énergétique et garantir la baisse des prix.
7. Un grand plan d'investissements dans les services publics et infrastructures publiques avec création massive de postes de fonctionnaires (éducation, recherche, santé, justice...)
8. La réappropriation des grandes banques françaises, permettant d'assurer un financement juste aux besoins des travailleurs et des collectivités.
9. L'affirmation claire d'une position de paix, de non-envoi d'armes et de non-engagement des troupes françaises sur des conflits extérieurs sauf mandat de l'ONU.
10. L'abrogation des ordonnances Macron de la loi travail, remise en place des CE/DP/CHSCT pour accroître le pouvoir d'intervention des travailleurs dans les entreprises.
11. La fin des accords de libre-échange et recherche d'accords de coopération.
12. La réorientation de la PAC vers les petits producteurs respectant les normes environnementales, restriction des importations voire interdiction quand les normes sanitaires ou sociales de production ne sont pas respectées.
13. Le bouclier social, fiscal et environnemental contre le dumping social et les délocalisations.
14. Abrogation de la loi Darmanin.
15. La reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples et la reconnaissance de l'Etat Palestinien
16. L'amnistie des militants condamnée depuis 2012 et réintégration des salariés.

Les travailleurs doivent se faire entendre et travailler à la construction de l'alternative, pour cela l'UD 13 appelle les Organisations de la CGT et les travailleurs à s'organiser partout et se réunir en Assemblée Générale pour faire entendre leurs exigences au travail, dans la rue et dans les urnes.

MANIFESTATION

Samedi 15 juin 14h00 au Vieux port